



Planète genre

**Le jeu des 7 familles
édition genre & climat**

Le livret

Particularités de notre jeu

Ce jeu des 7 familles est spécial. Il peut servir à jouer mais aussi (surtout !) à aborder les liens entre genre et climat.

Le jeu a vocation à susciter des discussions autour de différentes familles, qui doivent faire face aux changements climatiques dans différentes régions du monde (ouragans aux États-Unis, vagues de chaleur ou de froid en France, précarité alimentaire à Madagascar, etc.), et à illustrer ses impacts concrets sur différents parcours de vie (paysanne, mère de famille, travailleur précaire, personne migrante, enfant, père, etc.). Chaque carte représente un personnage caractéristique dans une région. Le jeu s'inspire de situations réelles mais ne se veut pas exhaustif.

Le jeu est accompagné du livret que vous tenez entre les mains. Il détaille diverses **situations vécues** dans différents contextes – y compris dans des pays dit « du Nord » – et explicite comment elles sont interreliées. Parmi ces situations, on peut citer notamment le manque d'eau potable, la variabilité pluviométrique, les sécheresses ou inondations, les températures extrêmes, la déforestation massive, la dégradation des sols, les ressources qui se raréfient, la pollution atmosphérique...

Ce livret aborde également dans quelles mesures des (pistes de) **solutions** d'adaptation et d'atténuation existent et doivent être appuyées.

Pour chacune des situations décrites, les lunettes de genre sont chaussées afin d'aider à comprendre les liens entre genre et climat : non seulement les vulnérabilités différenciées et les barrières à lever pour femmes et hommes, mais aussi la façon dont femmes et hommes peuvent participer aux différentes pistes de solutions. Ces lunettes sont intersectionnelles, elles montrent qu'en plus du genre, l'origine ethnique, la situation de richesse ou de pauvreté, le statut migratoire, etc., sont autant de facteurs à prendre en considération.

CE JEU VISE AINSI À RAPPELER QUE :

- Le genre influe sur les transformations climatiques, et inversement.
- Les impacts sont différenciés en fonction des zones géographiques, des parcours et des groupes sociaux, et touchent plus particulièrement les femmes et les minorités.
- Les principales victimes sont aussi les personnes à mobiliser pour les solutions, elles sont de véritables actrices de la lutte contre le changement climatique.

REMERCIEMENTS

Nous tenons tout particulièrement à remercier :

- Anthony Bracke, volontaire de solidarité internationale à Analalava (Madagascar), l'Espace Volontariats Madagascar, les associations Analalava Tia Fondrosoana et Opti'Pousse Haie
- l'équipe communication du Gret
- l'équipe de CARE Equateur
- les équipes Geres Développement, Geres Europe Méditerranée, Geres Asie centrale et Geres Cambodge et Geres Expertise
- Leshia Wittmer (WfWp/EpfW), Yveline Nicolas (Adéquations), Agnès Bricard (BPW France) et Maryam Montague (Project Soar).

Asie centrale

La chute de l'Union soviétique et les années de guerre civile qui ont suivi ont entraîné l'effondrement de l'économie, des institutions et des infrastructures de plusieurs pays d'Asie centrale.

Le manque d'accès à l'énergie qui en a résulté a contraint les populations à se tourner massivement vers le bois de chauffage pour satisfaire leurs besoins en énergie (en plus du charbon et du fumier), provoquant **une déforestation massive et une dégradation des sols**.



En Asie centrale, le développement et la diffusion de logements à faible consommation d'énergie, la rénovation énergétique d'habitats et de bâtiments, la diffusion des techniques solaires passives et d'isolation thermique telles que celle utilisée par **l'Oncle**, sont des solutions en énergie non

polluante et durable améliorant le confort thermique.

La majeure partie du **Tadjikistan** est constituée de hautes montagnes, les températures y sont extrêmes et précipitations très rares. **Ses hauts glaciers sont le château d'eau de l'Asie centrale**.

Les scientifiques alertent sur les conséquences de la fonte des glaciers pour l'environnement et pour les personnes qui en dépendent. Les tensions se cristallisent autour de l'eau, ressource qui se raréfie. Des affrontements ont lieu entre les populations de villages voisins où, selon un accord, les Tadjiks utilisaient l'eau pour l'irrigation l'été et les Kirghizes l'hiver. Depuis plusieurs années, les autorités recensent les mort·e·s, les blessé·e·s et les civil·e·s évacué·e·s. **La raréfaction de l'eau implique des difficultés accrues dans l'accès à la nourriture des populations paysannes** forçant les hommes à laisser leurs familles pour aller travailler



dans les mines des régions voisines, laissant la responsabilité du bétail aux femmes et aux enfants, tels que **la Nièce**, qui doit monter toujours plus haut pour le pâturage, au détriment de sa scolarité.

Les mines, objet d'enjeux politiques et économiques, sont elles-mêmes causes de dérèglement climatique. La mine d'or de Kumtor au Khirgiztan, où travaille **le Neveu**, est la seule mine au monde à exploiter des glaciers actifs.



Les conditions climatiques extrêmes en Mongolie présentent un défi pour toute activité et vie humaine. Les éleveur·e·s et maraîcher·e·s cherchent à adapter leurs systèmes de production afin de générer et sécuriser des revenus et préserver les ressources naturelles. La place des femmes reste fragile par manque de politiques d'équité de genre, de mise en réseau et de mentorat des femmes alors que leur accès aux ressources naturelles, aux services financiers, et à la propriété est limité.



Assignées à la gestion du foyer et des tâches ménagères, **elles sont peu impliquées dans les prises de décisions communautaires et collectives.** Pourtant, comme les autres membres de la population, les femmes sont concernées par les enjeux de transition et de résilience, et souhaitent participer au développement local durable. Les serres solaires comme celle utilisée par **la Tante** permettent de rallonger la saison culturale.

Cambodge

Le Cambodge est confronté à des menaces croissantes liées au changement climatique et la tendance va se poursuivre.

On prévoit une augmentation des températures moyennes de 0,013°C à 0,036°C par an d'ici 2099. Les inondations ont causé décès, destruction des cultures et du bétail, et dommages aux habitations et au réseau déjà fragile d'infrastructures communautaires telles que les écoles et les centres de santé. D'après la base de données internationale sur les catastrophes, **le Cambodge a subi 31 tempêtes, inondations et sécheresses significatives entre 1987 et 2019, créant plus de 23 M de US\$ de dégâts.**



On comprend le désarroi **du Père** dans son champ inondé et **du Fils** quand son tuk-tuk ne peut pas circuler. D'après les données du ministère de l'Environnement en 2015, **du fait du changement climatique, la plupart des zones agricoles du pays seront exposées à des risques accrus de sécheresse** : la période de manque d'eau durera entre 6 et 8 mois, voire plus, **le Grand-père** pêchera de moins en moins de poissons.



Même si le Cambodge émet peu de gaz à effet de serre (GES), **ses émissions ont augmenté rapidement** ces dernières années, en grande partie du fait du secteur privé. Les projections annoncent que la croissance démographique, l'augmentation de la demande pour les produits agricoles et forestiers et l'accroissement des besoins énergétiques entraîneront de plus fortes





émissions de GES par le secteur privé dans les prochaines décennies. **L'expansion de l'industrie du vêtement a conduit à un doublement de ses émissions de GES entre 2002 et 2012** : un bois bon marché, non durable et non traçable est utilisé dans les usines telles que celles où travaille **la Fille**, contribuant à l'épuisement des forêts.

L'intégration du genre est l'un des focus de la stratégie et du plan d'action nationaux pour l'environnement de 2016-2023.

Un comité genre a été établi en 2006 au sein du ministère de l'Environnement avec pour rôle le suivi des activités de chaque unité du ministère et pour objectif l'équité de genre et l'élimination des discriminations contre les femmes parmi les fonctionnaires, en lien avec le ministère des Affaires des Femmes. En 2016, seules 185 des 759 fonctionnaires du ministère de l'Environnement actifs au niveau national étaient des femmes. Au niveau décentralisé, elles étaient 122 sur 747. Seulement 1% des 960 garde-forestiers sont des femmes. Sur les 133 zones protégées, seules 2 sont dirigées par des femmes, **la Grand-mère** tient ce rôle.



Alors qu'**au quotidien les femmes sont plus directement impliquées dans la conservation et la protection des ressources naturelles et de l'environnement**, elles ont un accès plus limité à l'information, l'enseignement et aux formations qui s'y appliquent. Les activités de sensibilisation à l'environnement sont limitées, encore plus celles concernant les activités menées par les femmes, et les contraintes de sécurité, de distance et de disponibilité (notamment du fait de la charge familiale) empêchent leur participation.

Équateur

Depuis quelques années, la société rurale andine se trouve fortement déstabilisée par la raréfaction et la concurrence pour les ressources naturelles – en particulier l'eau – causées par l'industrie extractive et intensive à grande échelle (comme la floriculture, industrie dans laquelle travaille le Père) et le changement climatique.



En Bolivie, en Équateur, au Pérou et en Colombie, qui font face aux impacts du changement climatique sur les activités économiques, les écosystèmes et les ressources naturelles, la qualité de vie des populations est d'ores et déjà fortement impactée.

À ceci s'ajoute le fait que l'Amérique latine présente également **les taux de violence basée sur le genre parmi les plus élevés au monde** : six pays seulement – parmi lesquels le Pérou et la Bolivie – concentraient en 2020 **81% des féminicides dans le monde**.

Les femmes, en particulier indigènes, dont les moyens de subsistance dépendent majoritairement des ressources naturelles locales, sont particulièrement vulnérables. Car si, en Amérique latine, 58 millions de femmes vivent en milieu rural, seulement 30% d'entre elles possèdent des terres agricoles et moins de 5% ont accès à une aide technique pour leurs activités.

Elles **font face à de nombreuses discriminations** : manque de formation, accès limité à des financements, peu de reconnaissance pour le travail quotidien, etc.



La diversification des activités et des revenus génèrent des initiatives à valeur ajoutée, basées sur des processus associatifs – comme la production de chapeaux à laquelle **la Grand-mère** participe. Cela permet d'augmenter leurs sources de revenus mais aussi de s'habituer à se fédérer

en groupe. L'organisation en association peut également aider les femmes à accéder à l'épargne et au crédit par la méthode AVEC (Association villageoise d'épargne et de crédit).

L'insertion des femmes sur le marché de l'emploi reste difficile. Ainsi, en Équateur, **l'exode rural des jeunes femmes** pour accéder à plus d'opportunités de travail est courant. Beaucoup deviennent alors **travailleuses domestiques**. En plus de salaires faibles et de conditions d'emploi précaires, elles sont victimes de discriminations.

Les travailleuses migrantes et/ou issues de certaines ethnies, comme **la Fille**, sont d'autant plus vulnérables à ces discriminations. Contribuer à l'empouvoirement des femmes travailleuses domestiques passe par le **renforcement de leurs capacités techniques**, en droits humains et en droit du travail. Les aider à s'organiser en groupe **pour structurer et formuler**



des revendications communes et ensuite mettre en place des actions pour défendre leurs droits peut aussi y contribuer (ce que **la Meilleure amie** fait à l'UNORCAC (Organisation faitière d'organisations paysannes indigènes de Cotacachi).



États-Unis

En 2005, l'ouragan Katrina touche la Louisiane, aux États-Unis. Des trombes d'eau se déversent dans le lac et les marais qui bordent la Nouvelle-Orléans. Sous la pression de l'eau, les digues cèdent et 80% de la ville est inondée, essentiellement les quartiers pauvres, situés sous le niveau de la mer.



L'eau y atteint plus de 3 mètres pendant un mois. **La Sœur** et sa fille se réfugient au Superdome. Leur mari et père, fuyant vers les quartiers riches, non-inondés, est tué par la police militaire, qui l'a considéré comme un potentiel pillier.

Les quartiers historiques de la Nouvelle-Orléans ont été construits en hauteur puis la ville s'est étendue plus bas, sous le niveau de l'eau. Depuis longtemps, une partie de **la Louisiane s'enfonçe chaque année davantage dans le sol, en lien avec les activités humaines**, et notamment la création au cours des ans du vaste réseau de canaux qui parcourt les marais environnants.

Après Katrina, **la Mère** et ses enfants sont déplacé·e·s pendant plusieurs années. Comme la plupart des mères célibataires, elle ne retrouve pas d'emploi. En dépit de son extrême pauvreté, elle fait partie des 50% de réfugié·e·s qui n'ont pas reçu d'aide alimentaire. **Son Frère**, lui, a pu trouver un travail dans la reconstruction (système de digues, barrières et pompes de la région, et habitations).





Comme après toute catastrophe, la violence basée sur le genre (que subit **la Grand-mère**) **augmente alors que la protection des victimes diminue.** D'abord car les aidant-e-s ont elles-mêmes pâti des inondations, et car leur temps de travail est réinvesti dans l'immédiate urgence en lien avec celles-ci (les violences de

genre n'étant pas prises en compte). De plus, l'allocation sexiste des aides d'urgences priver les femmes victimes de violence conjugale de possibilité de fuite, faute de moyens propres.

On sait que toutes les mères, toutes classes sociales et races confondues, ont pris en charge les fonctions domestiques pendant la crise mais leur expérience n'a pas été similaire. Certaines ont pu bénéficier de réseaux d'entraide et reprendre une vie normale dans une autre ville avant de revenir à la Nouvelle-Orléans. Cela a été surtout le cas de familles blanches, plus aisées, comme celle **du Cousin** et de **l'Oncle**, qui négocie les conventions sur le climat, sans prendre en compte les réalités vécues par les différents groupes sociaux.



En 2021, 15 ans après les inondations, la ville compte 92 000 Afro-Américain-e-s de moins qu'avant (plus du tiers de la population noire), alors que les populations blanches et hispaniques ont augmenté. **En 2021, l'ouragan Ida a entraîné de nouvelles inondations massives** dans la région (ainsi que dans la région de New-York) et nécessité des interventions d'urgence, la constitution de réserves d'eau, de nourriture et de groupes électrogènes. Les autorités locales et la Croix-Rouge ont également ouvert des dizaines d'abris pour au moins 16 000 personnes.

France / Maroc

Au Maroc, faute de moyens, une partie encore importante de la population a recours à l'utilisation du bois de feu pour le chauffage, avec des conséquences néfastes sur les ressources forestières et sur la qualité de l'air.

En parallèle, partout sur le territoire, **les bâtiments traditionnels cèdent peu à peu leur place aux bâtiments modernes** qui ne sont pas adaptés aux conditions climatiques, ce qui engendre inconfort et besoins supplémentaires en chauffage et climatisation (à plus de 2000m d'altitude, les hivers sont très rudes, comme l'illustre la situation de **la Cousine**).



Les artisans du bâtiment ont dû abandonner les techniques ancestrales en terre, pierre et bois au profit de nouvelles constructions en briques et en béton, peu adaptées aux conditions climatiques.

Des alternatives avec une meilleure efficacité énergétique émergent. Elles doivent s'accompagner d'une sensibilisation à la maîtrise de la demande en énergie auprès des ménages et des professionnel-le-s, comme la formation à laquelle s'est inscrit **l'Oncle**.



En France, la réglementation impose un tri à la source des biodéchets pour les valoriser et encourage la production d'énergie renouvelable et locale.

À la cantine de son école, **la Fille** trie ses restes de repas, ils seront valorisés dans l'unité de méthanisation de la Tatie.



L'énergie produite est utilisée par le collège pour le chauffage, la cuisson et l'éclairage. Le digestat (résidus de la dégradation des matières organiques) de l'unité de méthanisation de **la Tatie** fertilise ses champs et les productions de l'exploitation agricole alimentent la cantine.

Les décharges atteignent leurs capacités maximales, les déchetteries sont saturées par les déchets verts. En parallèle, les sols sont appauvris, les effets des changements climatiques se font sentir. **La Tante**, paysagiste, se retrouve avec des déchets verts volumineux à la fin de chaque chantier. Consciente que cette matière est une ressource, elle les broie sur place et utilise le broyat en paillage chez ses client·e·s ou chez la Tatie agricultrice.



En France toujours, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation se mobilise pour faire avancer cette cause dans les politiques publiques. En 2020, il a obtenu le double label égalité/diversité, décerné par l'AFNOR. Les évolutions législatives (mise en place du statut de conjoint collaborateur, autorisation de créer des groupements agricoles d'exploitation en commun entre conjoints ou encore extension de la couverture sociale pour les conjointes d'exploitants) ont permis une reconnaissance du statut des femmes dans le milieu agricole. Cheffes d'exploitations agricoles, chercheuses, étudiantes, agent·e·s de l'État... **Depuis toujours, les femmes jouent un rôle essentiel dans la société grâce à leurs multiples compétences et savoir-faire.** Elles exercent de plus en plus des postes à responsabilités et investissent des métiers autrefois considérés comme masculins, par exemple dans le secteur du machinisme ou de la recherche.

Madagascar

Madagascar est un réservoir écologique unique pour la planète, mais convoité et intensément menacé par les bouleversements climatiques. L'île abrite en effet un nombre très conséquent d'espèces endémiques parmi les mammifères, animaux marins ou végétaux.

Madagascar est également marqué par une pauvreté extrême parmi sa population : **43% de la population se trouve sous le seuil de pauvreté.**

La pauvreté extrême participe ainsi insidieusement à la destruction massive des forêts, la population étant dépourvue d'un accès à une énergie de qualité, accessible, écologique.



En effet, selon WWF Suisse, **90% de l'énergie du pays provient du bois national**, brûlé ou utilisé comme charbon, comme la mangrove utilisée par **la Grand-mère**, ce qui appauvrit l'écosystème et la protection naturelle offerte par la mangrove, véritable refuge pour un grand nombre d'espèces marines.

Comme l'illustre la situation **du Grand-père**, l'insécurité alimentaire est un véritable enjeu à Madagascar, aujourd'hui renforcée par la baisse brutale des précipitations, l'érosion des sols, l'augmentation des températures et des sécheresses ou la déforestation.



Cela a entraîné en 2021 la première « famine climatique » dans le sud du pays. Des solutions existent et sont parfois expérimentées localement, afin d'améliorer les rendements – mais les projets demandent du temps et les résultats se concrétisent souvent à moyen terme.



Dans les eaux malgaches, la **pêche intensive est pratiquée par des compagnies européennes et asiatiques et profite très peu à l'économie locale**. Cette mainmise sur les ressources halieutiques a un effet direct sur les communautés côtières : les prises des pêcheurs comme **le Père** s'en trouvent diminuées. Si des pêcheurs et des communautés locales s'organisent parfois en coopératives pour améliorer la préservation et la gestion des ressources, la réponse face aux industriels reste difficile, et favorise souvent le maintien de techniques de pêche peu coûteuses mais délétères pour l'environnement.

Dans ce contexte, les femmes et les communautés marginalisées sont plus fragiles face au changement climatique : **les difficultés économiques pèsent d'autant plus sur les mères de familles**, qui doivent souvent concilier une activité économique touchée par la baisse des ressources et la gestion des tâches domestiques dont elles ont majoritairement la tâche.

Si la réponse des pouvoirs publics reste incertaine, la société civile malgache s'organise. Parfois avec l'aide d'ONG, de jeunes activistes, et souvent des femmes, portent la voix des communautés locales et entendent structurer une réponse politique et citoyenne pour toutes et tous, sans mettre de côté les femmes et les minorités.

Sénégal

Au Nord-Ouest du Sénégal, la région des Niayes offre une géographie propice à la culture maraîchère et alimente les grandes agglomérations sénégalaises en produits frais.



Ainsi, **le Père** est agriculteur et vend sa production sur les marchés de Dakar.

Son Fils, comme de plus en plus de jeunes agriculteurs-rices au Sénégal, s'intéresse à l'agriculture biologique, et essaye de convaincre le Père de ses bienfaits. En effet, **l'activité humaine (et notamment horticole), très concentrée dans cette région, induit un bilan déficitaire des ressources en eau dans les Niayes, ainsi qu'une forte pollution.**



Face à cette situation, des initiatives ont été entreprises pour gérer au mieux cette ressource, comme l'idée d'une gouvernance partagée de l'eau. Ainsi, des plateformes

locales de l'eau ont été mises en place dans la région, pour permettre aux acteurs institutionnels et aux citoyen-ne-s de définir ensemble des usages raisonnés et équitables de la ressource en eau. Les femmes, exclues ou en marge des instances de participation citoyenne en raison de leurs rôles sociaux qui les confinent dans la sphère privée, ne sont que très faiblement parties prenantes dans ces lieux de concertation. Leur participation à ces plateformes est donc bien plus faible que celle des hommes, et en conséquence leurs usages et leurs besoins sont moins bien pris en compte. C'est pourquoi **la Mère** participe à des ateliers visant à développer son *empowerment*, pour prendre plus de place dans la gouvernance locale de l'eau.





La Fille est également confrontée à ce problème, puisque **les personnes chargées de la conception des systèmes d'assainissement, souvent des hommes, ne prennent pas en considération les besoins des femmes et des filles, notamment en matière de menstruation.** Les sanitaires de

son école n'offrent pas des conditions d'hygiène et de sécurité suffisante pour qu'elle puisse les gérer dignement. Comme de nombreuses jeunes filles de son âge, elle est obligée de s'absenter quelques jours de l'école à chaque fois qu'elle a ses règles, ce qui à terme peut être un facteur d'abandon scolaire.

Plus au Sud, l'agglomération dakaroise est sujette à un risque d'inondation qui s'accroît, et menace particulièrement les habitations précaires et les populations vulnérables. Les dispositifs publics d'appui à la reconstruction sont rares au Sénégal. Alors, lorsqu'elles en ont les capacités, les populations adaptent elles-

mêmes leurs habitations aux conséquences du changement climatique.

C'est le cas **du Cousin**, qui apporte les renforcements nécessaires à son habitation pour qu'elle puisse résister aux aléas climatiques. Sa sœur, **la Cousine**, est mère célibataire. En situation de vulnérabilité, elle n'a pas les moyens de se prémunir des risques qui pèsent sur son foyer et, en dernier recours, elle décide de déménager pour échapper au danger qui menace son habitation et sa famille.





ONG fondée en 1919, BPW International lutte contre les inégalités professionnelles dans 98 pays.

Elle bénéficie d'un statut consultatif auprès des Nations Unies et au Conseil Européen et décline sa stratégie d'après l'Agenda 2030. La fédération française

de l'ONG développe l'accès aux droits pour toutes, l'égalité salariale (à travers l'Equal Pay Day), la lutte contre le sexisme au travail, la promotion de la mixité et de l'articulation des temps de vie, et renforce le potentiel et le *leadership* des femmes via l'éducation, le plaidoyer féministe, le *mentoring*, et le renforcement de capacité.



Basée au Maroc, l'ONG Project Soar œuvre au Maroc, en Syrie et en Ouganda. Elle offre un programme de développement et d'**empowerment** aux filles et adolescentes : ateliers d'autonomisation basés sur 5 piliers où chaque fille est soutenue afin de connaître sa valeur, sa voix, son corps, ses droits et son chemin.

L'objectif de l'ONG est d'impacter directement l'estime de soi chez des filles, de leur apprendre à disposer de leur corps, de les garder à l'école et de les préparer à un avenir librement choisi.



Fondé en 1945, CARE est l'un des plus grands réseaux humanitaires mondiaux, apolitique et non confessionnel.

En 2020, CARE a soutenu près de 92 millions de personnes dans plus de 100 pays. Notre objectif est de lutter contre l'extrême pauvreté et de défendre l'accès aux droits fondamentaux.

CARE intervient dans les situations d'urgence et développe des programmes à long terme, selon une approche globale. Les femmes sont au cœur de nos actions : soutenir leur empowerment et agir pour leurs droits sont des actions essentielles pour lutter contre la pauvreté.

En savoir plus sur CARE : www.carefrance.org



France Volontaires est la plateforme française des Volontariats Internationaux d'Echange et de Solidarité.

Créée en 2009, France Volontaires est le fruit d'une construction partagée entre des acteurs publics et associatifs impliqués dans la solidarité internationale.

Opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, elle réunit l'État, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion des engagements volontaires et solidaires à l'international. Elle s'appuie sur une présence en France et sur un réseau d'Espaces Volontariats en Afrique, Asie et Amérique latine.

France Volontaires, ses membres et partenaires s'impliquent dans la lutte pour le climat. Le projet européen TERO (Territoires Engagés pour la Résilience des Oasis), coordonné par France Volontaires, a ainsi favorisé l'engagement citoyen pour les oasis. Nombreux sont les volontaires internationaux d'échange et de solidarité mobilisés pour cette cause.



Le Geres est une ONG de développement internationale qui œuvre à l'amélioration des conditions de vie et lutte contre les changements climatiques et leurs impacts.

En tant qu'acteur de terrain, la transition énergétique est un levier majeur de son action. Pour un changement sociétal ambitieux, le Geres encourage le développement et la diffusion de solutions innovantes et de proximité, il accompagne les politiques territoriales climat-énergie et il mobilise tous les acteurs autour de la Solidarité climatique en les incitant à agir et à soutenir les plus vulnérables.

Le Geres concentre sa stratégie sur 5 domaines d'expertise visant à accélérer la transition énergétique : la maîtrise de la demande en énergie, le déploiement des énergies renouvelables, l'accès à l'énergie, l'accompagnement de politiques et d'actions climat-énergie et la mobilisation. L'approche inclusive déployée favorise la participation de toutes et tous à une transition énergétique durable, juste et ambitieuse.



Le Gret est une organisation de solidarité internationale dont l'objectif est de parvenir à concilier satisfaction des besoins essentiels, droits sociaux et impératifs environnementaux.

Depuis 1976, ses équipes mettent en place les solutions et les partenariats les plus adaptés localement pour améliorer les conditions de vie des populations tout en préservant notre planète.

Le Gret agit dans une trentaine de pays, sur trois continents, au service des plus vulnérables. Ses actions, issues d'implantations longues et durables dans ses pays d'intervention, reposent sur une démarche de co-construction avec les communautés et un vaste réseau de partenaires.

En partageant ses expériences et connaissances, le Gret contribue également à faire évoluer les politiques et les pratiques de développement.



Né en 1994, le F3E est un réseau d'actrices et d'acteurs de la solidarité et de la coopération internationales.

En leur proposant des méthodologies innovantes complémentaires (évaluation, capitalisation, approches orientées changement, démarche qualité, approche genre, etc.), le F3E contribue au renforcement de leurs compétences. Il impulse une amélioration de leurs pratiques au service d'une action ayant un impact porteur de changement social. Multi-acteurs, il rassemble plus de 90 organisations françaises : associations, ONG, collectivités territoriales, réseaux, fondations et syndicats.

L'Atelier du changement social, coordonné par le F3E, a donné une « carte blanche » à des membres pour illustrer les liens entre le genre et le climat. Le groupe de travail, constitué de Julien Bécasse (France Volontaires), Mélanie Canino (Gret), Marina Dubois (Geres), Sarah Mantah (BPW France, Project Soar) et Marina Ogier (Care France) s'est engagé, avec l'appui d'Armelle Barré (F3E), dans la réalisation d'un outil pédagogique accessible et ludique inspiré du format du jeu des 7 familles. Le jeu a été illustré par Alice Colson et mis en page par Faustine Brunet.

Ce jeu a été élaboré dans le cadre de l'Atelier du changement social, grâce au soutien de :



Règles du jeu

Le but du jeu des 7 familles est de réunir le plus de familles complètes. Une famille est composée de 6 membres.

Dans ce jeu, les familles ne sont pas toutes hétéronormatives et sont à considérer au sens large. Les personnages de ces familles sont identifiés par un numéro (car la composition des familles varie), une région et une couleur.

- On distribue 7 cartes à chaque participant·e, le reste des cartes faisant office de pioche. Chaque personne joue à son tour, on tourne dans le sens des aiguilles d'une montre, à partir de la joueuse la plus jeune (à défaut, le joueur le plus jeune).
- À son tour, la joueuse ou le joueur (« A ») demande à la personne de son choix (« B ») si elle possède une carte, en l'appelant par sa famille et son numéro.

EXEMPLE : « Dans la famille Équateur, je voudrais la carte n°3 ».

Si « B » possède la carte demandée, il ou elle la donne à « A ».

Si « B » ne la possède pas, « A » pioche une carte.

- Si lors de la pioche, « A » tire justement la carte demandée, il ou elle dit à voix haute « Bonne pioche ! » et rejoue.
- Si « A » ne pioche pas la carte voulue, c'est au tour de la personne suivante de jouer.

Attention ! On ne peut demander une carte d'une famille que si on en a déjà une dans son jeu !

- Si « A » possède toute une famille (les 6 cartes), il ou elle pose la famille sur la table, faces visibles, et la partie continue jusqu'à épuisement des cartes.
- Le gagnant ou la gagnante est la personne qui, à la fin de la partie, possède le plus de familles.